
featured prominently in the debate with two formal proposals on the agenda. The first was a proposal from Sudan for the downlisting of its elephant populations to Appendix II, in order to dispose of a 48-tonne stockpile of ivory in 1995 followed by a zero quota thereafter. The second was South Africa's proposal for the downlisting of its elephants, which was annotated for a limited trade in hides and meat only, not ivory. Following many closed-door deliberations between the range states, both countries agreed to withdraw their proposals on the understanding that intersessional dialogue would continue in Africa. It was agreed that over the next three years, a series of meetings would be organised by the range states to cover topics of shared concern, such as the problems of growing ivory stockpiles, increasing human-elephant conflict and law enforcement issues. Overall, the spirit of the debate was positive and constructive. In accordance with its terms-of-reference, the AfESG will continue to provide information as required or requested in order to actively facilitate this dialogue.

Finally, I would like to bring you up-to-date on some

business matters. A number of our funding requests have met with success and I am very pleased to report that the AfESG seems to be on firm financial footing for the next couple of years. This provides a tremendous sense of relief and allows us to go forward with some exciting planning for the future. For example, over the next 12 to 18 months, the AfESG intends to make a concerted effort to more actively support elephant work and the development of professional capacity in west and central Africa.

We have just undergone an extensive revision of the AfESG membership. We would like to take this opportunity to welcome all new members, request the continued collaboration of long-standing members and thank those of you who have served on the AfESG for your hard work and support over the years. We look forward to keeping in close contact with all of you and working together on behalf of the conservation and management of the African elephant. We will also, of course, be making plans for our next meeting of "the

RAPPORT DE LA PRESIDENTE: GROUPE DE SPECIALISTES DE L'ELEPHANT AFRICAIN

Holly T. Dublin

WWF Regional Office, PO Box 62440, Nairobi, Kenya

Au nom du GSEAF

clan" and will look forward to seeing you all then.

Cette année 1994 a été une année importante et active pour le Groupe de Spécialistes de l'Eléphant Africain (GSEAF), qu'il soit pris dans son ensemble ou considéré au niveau des capacités individuelles de chacun de ses membres. Avec une réunion du GSEAF et une réunion CITES au cours de la même année, l'éléphant africain a tenu la vedette des débats internationaux sur la conservation et dans les agendas de réunions.

Ce numéro de *Pachyderm* contient plusieurs articles qui font suite à notre dernière réunion, à Mombasa, où le Groupe s'est attaché à décrire et à examiner objectivement le phénomène de conflit homme/éléphant. Pris ensemble, ces articles fournissent une excellente introduction sur le sujet, tant pour les experts que pour les nouveaux venus en la matière. Kangwana y donne une vue globale du conflit homme/éléphant qui met en lumière les problèmes et propose des aspects à examiner à l'avenir. Kiiru décrit la situation générale

qui prévaut au Kenya tandis que les articles de Barnes, Tchamba, Ngure et Smith présentent des situations actuelles de conflit, spécifiques dans des circonstances diverses et des pays bien précis. Lindeque replace le sujet homme/éléphant dans le contexte d'une politique de gestion nationale, en Namibie. Hoare souligne les différentes options possibles pour le contrôle des éléphants lors de conflits avec des hommes, puisant dans l'expérience du Zimbabwe pour fournir des exemples des différentes méthodes qu'on y applique.

Si ces articles et les discussions que nous avons eues lors de la réunion ont constitué une base solide sur laquelle on peut partager des expériences et le travail pour trouver des solutions possibles, il reste encore beaucoup à faire. Je crois que nous pouvons nous attendre à voir encore ces problèmes s'intensifier dans de nombreux pays de distribution avant de constater une amélioration. Le travail du GSEAF continuera à chercher à prévoir l'occurrence des conflits homme/

éléphant et à atténuer leurs effets, par des moyens novateurs et pratiques. Actuellement, le GSEAf aide à financer un travail de recherche dans les zones de conflits et pousse les autres donateurs à travailler avec ses membres pour mettre au point des techniques d'évaluation et d'estimation des dommages ainsi qu'à la résolution des problèmes liés à la compétition homme/éléphant pour la terre et ses ressources.

Au début de 1995, le GSEAf publiera deux documents importants qui sont le résultat de la collaboration intense de ses membres ainsi que celle de nombreux gouvernements dans les pays de distribution. Le premier est un rapport réalisé par Dublin, Milliken et Barnes intitulé *"Quatre ans après le Ban de la CITES: le Massacre illégal des Éléphants, le Commerce de l'Ivoire et les Stocks"*. Ce document résume une comparaison du braconnage des éléphants, du trafic de l'ivoire et de l'accumulation des stocks dans neuf pays cibles couvrant les quatre régions de distribution de l'espèce (Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Malawi, Nigéria, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). Le second document est une version remise à jour de la Banque de données pour l'Éléphant Africain (BEA), compilée par Said et Chungue et réunissant tous les résultats des recherches qui ont été fournis au GSEAf depuis 1992. La BEA a été révisée en profondeur. Les cartes ont été redessinées à l'ordinateur, on y a ajouté les rivières, les routes et les plus grandes villes et on a introduit un nouveau système de catégorisation de la qualité des données et d'addition des nombres. Tous les membres devraient recevoir leur copie de ces documents, et nous nous réjouissons de recevoir leurs commentaires critiques et constructifs.

En septembre 1994 plusieurs membres du GSEAf ont participé à une réunion technique sponsorisée par l'Union Européenne pour promouvoir le dialogue entre les différents pays de distribution au sujet de l'éléphant africain dans le contexte de la CITES. La réunion, qui s'est tenue au Part National de Chobe, au nord-est du Botswana, a donné aux états de distribution une excellente occasion de communiquer ouvertement leurs craintes et de partager leurs soucis quant à l'avenir de l'espèce dans les contextes nationaux, régionaux et internationaux. Les membres du GSEAf ont apporté plusieurs contributions lors de la réunion, apportant une révision du nombre et de la distribution des éléphants, résumant les tendances actuelles des massacres illégaux, donnant des informations récentes sur les conflits homme/éléphant dans plusieurs régions du continent et expliquant notre perception actuelle des volumes d'ivoire commercialisés et de leur dynamique.

La neuvième réunion de la Conférence des Patries de la CITES, à Fort Lauderdale, aux USA, a suivi de près notre réunion au Botswana. On s'y attendait, l'éléphant a tenu la vedette lors du débat, avec deux propositions officielles à l'agenda. La première était une proposition du Soudan de déclasser ses éléphants de l'Annexe I à l'Annexe II de façon à pouvoir disposer d'un stock de 48 tonnes d'ivoire en 1995, à la suite de quoi le quota redeviendrait de zéro. La seconde était la proposition de l'Afrique du Sud de déclasser ses éléphants, qui précisait qu'il s'agirait d'un commerce limité à la peau et la viande, pas l'ivoire. Après bien des délibérations à huis clos entre les états de distribution, les deux pays ont accepté de retirer leur proposition à la condition que le dialogue intersessionnel continue en Afrique. On s'est mis d'accord pour que, au cours des trois prochaines années, soit organisée une série de réunions par les états de distribution pour traiter des sujets d'inquiétude communs, tels que les stocks d'ivoire qui s'accumulent, les conflits croissants entre homme et éléphant et l'application des lois. Toujours l'ambiance des débats est restée positive et constructive. En accord avec ses termes de référence, le GSEAf continuera à fournir toutes les informations requises et nécessaires pour faciliter activement ce dialogue.

Enfin, je voudrais vous mettre au courant au sujet de nos affaires. Un certain nombre de nos demandes de financements ont réussi, et je suis très heureuse de pouvoir vous dire que le GSEAf semble être dans une situation financière solide pour les deux années qui viennent. Ceci procure une sensation de soulagement considérable et nous permet d'envisager l'avenir avec entrain. Par exemple, au cours des 12 à 18 prochains mois, le GSEAf prévoit de faire un effort concerté pour soutenir plus activement le travail sur l'éléphant et la mise au point d'un potentiel professionnel en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Nous venons juste de mener une révision complète des membres du GSEAf. Nous voudrions profiter de cette occasion pour souhaiter de la bienvenue à tous les nouveaux membres, pour demander la poursuite de la collaboration des anciens et pour remercier ceux d'entre vous qui ont aidé le GSEAf pendant des années pour leur précieuse collaboration et leur soutien. Nous tenons beaucoup à rester en étroite contact avec chacun de vous et à travailler ensemble pour la conservation et la gestion de l'éléphant d'Afrique. Nous voulons aussi, bien sûr, élaborer un programme pour la prochaine réunion du "clan" et nous nous réjouissons de vous revoir à cette occasion.